



ORGANIZAÇÃO MUNDIAL DE SAÚDE
SEDE REGIONAL AFRICANA

COMITE REGIONAL DE L'AFRIQUE

AFR/RC50/14

21 août 2000

Cinquantième session

Ouagadougou, Burkina Faso, 28 août - 2 septembre 2000

ORIGINAL : ANGLAIS

Point 12 de l'ordre du jour provisoire

**CHOIX DES SUJETS DES TABLES RONDES DE LA CINQUANTE ET UNIEME
SESSION DU COMITE REGIONAL EN 2001**

Le Directeur régional propose les sujets ci-après pour les tables rondes de la cinquante et unième session du Comité régional :

1. "POUR UN SYSTEME DE SANTE PLUS PERFORMANT"

Les systèmes de santé sont un important déterminant de la santé dans la Région africaine. Ils doivent être restructurés et développés pour avoir de meilleures chances d'atteindre l'objectif qui est le leur, à savoir : améliorer la santé et réduire les inégalités tout en garantissant l'équité en matière de financement de la santé et en améliorant la réactivité aux aspirations légitimes des populations. C'est pourquoi la politique régionale de la santé pour tous pour le 21^{ème} siècle retient l'objectif suivant comme l'une des quatre orientations stratégiques susceptibles de favoriser l'instauration de la santé pour tous au 21^{ème} siècle : *"Réformer les systèmes de santé en s'inspirant des principes des soins de santé primaires"*.

La réforme des systèmes de santé et les autres processus de changement doivent être axés sur l'amélioration de la performance de ces systèmes. Cette réforme doit reposer sur des informations provenant de sources locales et internationales et viser à renforcer les principales fonctions des systèmes de santé.

Le Rapport sur la santé dans le Monde, 2000 définit les quatre principales fonctions des systèmes de santé comme étant : la prestation des services; le développement des ressources humaines et physiques; la mobilisation et la mise en commun des ressources financières pour les soins de santé; et surtout, l'administration générale, qui implique la définition et l'application des règles du jeu ainsi que la fourniture d'une orientation stratégique à tous les différents acteurs concernés. Le Rapport sur la santé dans le Monde donne également aux pays un cadre d'évaluation de la performance des systèmes de santé ainsi que les informations dont on dispose actuellement sur les différents éléments de ce cadre.

Pour que les systèmes de santé atteignent leur objectif principal qui est d'améliorer la santé, il faut que les décideurs et les gestionnaires des systèmes de santé s'intéressent à ce qui se passe à l'extérieur du secteur de la santé. Il faut également qu'ils adoptent des stratégies novatrices pour promouvoir une action intersectorielle efficace en faveur de la santé, car la plupart des principaux déterminants de la santé ne relèvent pas directement du secteur de la santé.

La table ronde de la cinquante et unième session du Comité régional examinera les problèmes cruciaux liés à l'amélioration de la performance des systèmes de santé tels que : l'analyse de la performance actuelle des systèmes de santé au niveau des pays et de la Région, avec un accent particulier sur les quatre fonctions essentielles; la promotion d'une action intersectorielle pour la santé; l'utilisation du cadre d'évaluation de la performance au niveau des pays et à l'échelon local; et l'utilisation des approches permettant le suivi et l'évaluation des réformes et d'autres processus visant à améliorer la performance.

2. "LUTTE CONTRE LA MALADIE : LE ROLE DE LA MOBILISATION SOCIALE"

Justification

Le succès de l'Initiative pour l'Eradication de la poliomyélite a montré les avantages que l'on peut tirer d'une mobilisation sociale efficace pour atteindre l'objectif de la santé. Cette initiative a en effet bénéficié de l'appui et de la participation de toutes les couches sociales, depuis les Chefs d'Etat et les bailleurs de fonds internationaux jusqu'aux organisations religieuses, aux ministres du gouvernement, aux communautés et aux individus, appui sans lequel elle n'aurait pas réussi. Grâce à une mobilisation sociale efficace, plus de 100 % des enfants ciblés ont été vaccinés - beaucoup pour la première fois - au cours des journées nationales de vaccination. Les programmes de vaccination de routine ont également montré le rôle indispensable de la mobilisation sociale pour atteindre et maintenir des taux de couverture élevés dans un certain nombre de pays d'Afrique australe et d'Afrique de l'Est.

La mobilisation sociale, associée à d'autres stratégies, constitue à n'en point douter une approche déterminante de la lutte contre la maladie, les autres stratégies étant le renforcement des systèmes, la planification, l'amélioration des capacités, la fourniture d'une logistique et de matériels adéquats ainsi que la prestation des autres interventions de soins préventifs.

Plus récemment, des programmes de lutte contre les maladies transmissibles tels que Faire reculer le paludisme (RBM), la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant (PCIME) et les programmes de lutte contre la tuberculose et le VIH/SIDA ont reconnu le rôle de la mobilisation sociale et cherchent les moyens de renforcer la participation et l'implication des communautés.

Les pays qui disposent de programmes de lutte efficaces contre les maladies non transmissibles utilisent la mobilisation sociale pour éduquer les communautés au sujet des risques liés au tabac, aux maladies cardio-vasculaires, au diabète sucré, à l'hypertension, etc., ainsi que pour leur expliquer le rôle qui est le leur dans les soins à dispenser aux malades mentaux et leur permettre de mieux les comprendre.

L'impulsion et l'expérience acquises grâce à l'Initiative pour l'Eradication de la poliomyélite arrivent donc à point nommé et pourront être mises à profit par d'autres programmes de lutte contre la maladie.

Le rôle de la mobilisation sociale dans la lutte contre la maladie

La mobilisation sociale consiste à instaurer des partenariats : bref, à réunir tous les partenaires et alliés possibles à tous les niveaux pour appuyer la lutte contre la maladie. Il sera nécessaire d'assurer une mobilisation sociale efficace pour maintenir les partenariats existants ou en bâtir de nouveaux entre la communauté internationale, le secteur privé, les médias, etc.; obtenir l'engagement et l'appui des décideurs et des responsables politiques en vue de la mobilisation des ressources nécessaires; garantir la participation totale des dirigeants et des membres de la communauté; et pour s'assurer que la population est bien informée des problèmes de santé.

Conditions à remplir pour renforcer la mobilisation sociale en faveur de la lutte contre la maladie

Les tables rondes de la cinquante et unième session du Comité régional examineront les questions liées au renforcement de la mobilisation sociale dans la Région africaine afin d'accélérer les programmes de lutte contre la maladie. Les domaines prioritaires seront les suivants :

- obtenir au plus haut niveau des responsables l'engagement de soutenir la mobilisation sociale;
- prévoir des allocations budgétaires et des ressources adéquates pour la mobilisation sociale;
- renforcer l'intégration de la mobilisation sociale dans les services généraux de soins de santé primaires;
- veiller à la mise en place des structures de base destinées à appuyer les interventions à assise communautaire;
- appuyer le renforcement des capacités en vue de la mobilisation sociale à tous les niveaux;
- mobiliser des ressources au sein du secteur public, par exemple des tranches d'antenne gratuites à la radio et à la télévision pour assurer la diffusion la plus large possible de l'information sanitaire.

Une mobilisation sociale efficace peut favoriser un réel changement en matière de promotion de la santé dans la Région africaine; les Ministres africains de la Santé devraient donc veiller à ce que la mobilisation sociale figure en bonne place parmi les activités prioritaires de la présente décennie.

3. "REDUCTION DE LA PAUVRETE : LE ROLE DU SECTEUR DE LA SANTE"

La pauvreté est un phénomène pluridimensionnel. Elle se manifeste de plusieurs manières : faiblesse des revenus, privations alimentaires, faible niveau d'éducation, absence d'autonomie, mauvaise santé, etc. On ne peut réduire la pauvreté qu'en l'attaquant sur tous les fronts. La mauvaise santé est un aspect très important de la pauvreté. Elle impose un lourd fardeau économique aux pauvres, compte tenu de la part de leurs maigres revenus qu'ils consacrent aux services de santé et de la plus grande vulnérabilité des ménages démunis en cas de maladie imprévue, ce qui entraîne pour eux une perte de revenus et d'emplois. Outre le fait qu'elle appauvrit davantage les personnes démunies, la mauvaise santé réduit leur capacité de croissance et leurs chances de surmonter la pauvreté. On prend de plus en plus conscience que la bonne santé est un facteur déterminant de la lutte contre la pauvreté. Cette prise de conscience a amené la communauté internationale et les pays africains à s'efforcer d'établir un lien entre la remise de la dette et la santé pour tenter de réduire la pauvreté.

Compte tenu de la forte prévalence de la pauvreté dans les pays africains, il faut que la stratégie adoptée dans le cadre de la réforme de la politique sanitaire se préoccupe des intérêts des pauvres. Le principal objectif des interventions de santé doit être de réduire la charge de morbidité, en particulier chez les pauvres et chez les autres groupes vulnérables, et de contribuer ainsi à "briser le cercle vicieux" qui existe entre la pauvreté et la mauvaise santé. Il conviendrait, à cet effet, de mettre l'accent sur les points suivants : accroître l'accès des populations aux services de santé; améliorer la qualité des services concernés et accroître leur utilisation; veiller à ce qu'une bonne partie des crédits publics consacrés à la santé serve à mettre à la disposition des pauvres et des autres groupes vulnérables les services dont ils ont besoin; et promouvoir la collaboration intersectorielle pour tenir compte des facteurs qui ne relèvent pas du secteur de la santé dans l'effort visant à améliorer la santé.

La table ronde examinera ces questions capitales et d'autres problèmes connexes pour tenter de réduire la pauvreté grâce à des interventions sanitaires. Elle mettra également en évidence les liens qui existent entre la pauvreté et la mauvaise santé et soulignera à quel point il est urgent que les responsables nationaux comprennent mieux ces rapports. La table ronde élaborera en outre un cadre permettant d'établir le lien entre la remise de la dette et la réduction de la pauvreté et déterminera enfin les interventions sanitaires de base susceptibles de contribuer à la réduction et à l'élimination de la pauvreté.